

Réengager l'épargne européenne : un impératif stratégique au service de la croissance durable



Johnny el Hachem *Directeur Général*



François-Xavier Vucekovic

Directeur des Investissements

L'Europe est à un tournant décisif. Face aux grandes transitions - industrielle, énergétique et technologique - et à un nouvel ordre géopolitique, elle doit repenser ses moteurs de croissance, se redonner les moyens d'agir concrètement et affirmer sa souveraineté économique.

Dans ce contexte, l'épargne privée représente bien plus qu'un gisement de ressources : c'est un levier stratégique encore largement sous-exploité. Sa mobilisation à travers les marchés privés, au service de l'économie réelle, devient une nécessité. Car derrière les défis climatiques, géopolitiques ou sociaux se dessine une opportunité : celle de bâtir un modèle de développement plus autonome, résilient et durable.

L'Europe à l'heure des transitions

Pendant plusieurs décennies, la croissance européenne s'est appuyée sur une mondialisation en apparence vertueuse, l'externalisation des chaînes de production, des approvisionnements énergétiques abondants et peu coûteux, et un ordre géopolitique relativement stable. Ce modèle, qui a longtemps soutenu la compétitivité du continent, fait désormais face à un profond changement de paradigme.

Les crises récentes - pandémie, blocage du canal de Suez, guerre en Ukraine, montée du protectionnisme américain, réorientation stratégique de la Chine, tensions au Moyen-Orient - ont révélé les vulnérabilités du tissu économique européen : dépendance énergétique, désindustrialisation, fragilité des chaînes d'approvisionnement, pression croissante sur les coûts et fragmentation technologique.

À ces secousses s'ajoutent des dynamiques structurelles de long terme :

- Une dynamique démographique marquée par le vieillissement de la population et une raréfaction de la main-d'œuvre
- Des contraintes écologiques croissantes, stress hydrique, érosion des sols, dégradation des écosystèmes, dans un contexte de besoins énergétiques en hausse
- Un niveau élevé de la dette publique et des déficits budgétaires qui limitent les marges de manoeuvre des politiques économiques en Europe
- Une capacité d'innovation solide portée par des compétences reconnues, mais freinée par un marché fragmenté et un déficit de financements pour accompagner le passage à l'échelle

Le constat est clair : la position compétitive de l'Europe s'érode. En matière de technologie, seuls quatre des cinquante premiers groupes mondiaux sont européens. Les investissements en R&D restent nettement en deçà des standards américains ou asiatiques¹. Sur le plan énergétique, les entreprises européennes paient l'électricité jusqu'à deux fois plus cher que leurs concurrentes², ce qui réduit d'autant leur capacité à investir et à se développer. Les besoins en investissement sont immenses et les moyens publics atteignent leurs limites.

Dans ce contexte, la réponse ne peut être purement défensive. Il s'agit d'entrer dans une logique de réengagement envers son futur économique, écologique et social : reconstruire des capacités productives, relocaliser les industries, accélérer les transitions écologiques et numériques, revaloriser les compétences et les savoir-faire.

Mobiliser l'épargne : d'un potentiel latent à un levier de transformation

« Notre devoir est d'élaborer des solutions solides et accessibles, à la fois comprises mais aussi mises en œuvre avec rigueur. C'est ainsi qu'elles pourront véritablement soutenir la confiance des investisseurs et accompagner la transformation durable de l'économie. »

Johnny el Hachem

L'Europe dispose d'une épargne abondante, estimée à plus de 33 000 milliards d'euros, dont une part significative reste faiblement investie. Près de 30 % de ces ressources sont conservées sous forme de liquidités ou investies en produits à faible rendement, loin des besoins structurels de l'économie réelle.

Dans un contexte où les marges budgétaires sont contraintes, cette épargne représente un levier stratégique. Sa réorientation vers les marchés privés offre une opportunité décisive pour renforcer la souveraineté économique de l'Europe et financer les transitions à venir tout en permettant aux épargnants de constituer un capital à long terme. Cette approche répond également à une demande croissante de sens et d'impact de la part des investisseurs.

Cette sous-allocation chronique ne résulte pas d'un manque d'intérêt mais de frictions persistantes : un accès encore restreint aux marchés privés, une lisibilité insuffisante de l'offre, des dispositifs fiscaux hétérogènes, une pédagogie parfois limitée. Ce sont ces freins qu'il convient désormais de lever de manière structurée et concertée.

Les évolutions récentes du cadre réglementaire européen, les avancées technologiques en matière de distribution et la montée d'attentes sociétales autour de l'investissement avec impact offrent un point d'inflexion.

Pour devenir un outil puissant dans la transformation économique en Europe, cette ouverture de l'épargne repose sur 4 piliers clés :

1. Des exigences comparables à l'investissement institutionnel :

Les produits accessibles aux particuliers doivent répondre aux mêmes critères que ceux proposés aux investisseurs professionnels : solidité des thèses d'investissement, rigueur de gestion, transparence sur les frais et les performances.

2. Un alignement clair des intérêts :

L'élargissement de l'accès s'accompagne d'une symétrie des engagements. La création de valeur doit être équitablement partagée, avec une rémunération fondée sur la performance et des mécanismes de co-investissement transparents.

3. Une distribution éthique et lisible :

Faire primer l'allocation et l'adéquation produit/profil sur toute logique commerciale. Les circuits de distribution doivent éviter toute segmentation implicite ou orientation par défaut vers des actifs de moindre qualité.

4. Un cadre pédagogique et fiscal cohérent :

Pour permettre un accès élargi et maîtrisé, il faut avancer vers une architecture européenne plus harmonisée : labels communs, dispositifs fiscaux convergents, éducation financière renforcée. Autant de leviers pour un accès raisonné, durable et responsable.

1. Source : OCDE (2025). « La croissance des dépenses de R&D ralentit dans l'OCDE, mais augmente fortement en Chine : Le soutien gouvernemental à la R&D dans les secteurs de l'énergie et de la défense augmente considérablement. »

2. Source : FMI, Rapport Europe (2023).

Investir dans le cœur battant de l'économie européenne

L'enjeu ne réside pas uniquement dans la mobilisation de capital mais dans la pertinence de son allocation. Il s'agit de diriger les flux vers les secteurs les plus structurants : là où la convergence entre rendement, utilité économique et impact est forte. Deux champs d'investissement émergent comme prioritaires pour bâtir une Europe à la fois résiliente et compétitive :

- Les infrastructures essentielles énergie, transport, numérique, services publics dont leur modernisation répond à des besoins de long terme. Selon une étude récente d'Oxera pour ICE, chaque euro investi dans ce secteur génère entre 1,5 et 2,7 euros de valeur supplémentaire pour l'économie. Un effet multiplicateur significatif au service de l'intérêt général.
- Les entreprises privées, qui jouent un rôle central dans la réindustrialisation, la transition énergétique et la transmission entrepreneuriale. Ce sont elles qui portent l'innovation, créent l'emploi local et renforcent la résilience des chaînes de valeur. Investir dans ces entreprises leur permet de continuer à innover, à développer de nouveaux relais de croissance et à tisser des partenariats stratégiques.

Dans ces deux sphères, le Private Equity apporte des réponses ciblées, structurantes et pérennes. Leur force réside dans la combinaison de trois leviers : une vision long terme, une implication active des équipes de gestion dans la gouvernance et les plans de développement des sociétés et projets, ainsi qu'une capacité à s'inscrire dans le temps long, au plus près des besoins concrets.

Investir dans ces actifs, ce n'est pas arbitrer entre performance financière et intérêt général. C'est faire le pari de leur alignement. C'est restaurer la vocation de l'investissement : irriguer l'économie réelle, soutenir la transformation productive, participer à la construction d'une prospérité durablement ancrée en Europe.

Conviction

L'épargne ne se résume pas à une simple réserve de valeur. Elle est un engagement, un levier essentiel pour transformer les contraintes actuelles de l'Europe en véritables opportunités de croissance et de souveraineté. Chez Edmond de Rothschild Private Equity, nous ne voyons pas l'épargne comme un flux passif mais comme une force active. Une force qu'il faut mobiliser avec la plus grande rigueur, en sélectionnant avec exigence des projets capables de faire la différence. Nous accompagnons ces entreprises avec un capital patient, engagé, à la hauteur des enjeux et des ambitions.

Nous sommes convaincus que le marché des petites et moyennes entreprises, souvent sous-estimé, représente un terrain d'excellence où la création de valeur est tangible. C'est là que s'expriment pleinement l'ancrage territorial, la capacité d'innovation, la transformation opérationnelle ainsi que le développement d'infrastructures clés à la résilience économique. Dans cette perspective, l'Afrique s'inscrit également comme un partenaire stratégique de long terme. À mesure que se redessinent les chaînes de valeur régionales, elle offre un cadre propice à l'internationalisation des PME européennes, tant en matière d'approvisionnement que comme nouveau marché.

Réengager l'épargne vers ces acteurs, c'est choisir un capital utile, pragmatique et durable, capable de porter une économie européenne plus forte, autonome et tournée vers l'avenir. C'est cette exigence et cette conviction profonde qui guident chaque jour notre action, fidèle à l'héritage et à l'engagement qui font la singularité de notre Maison.

AVERTISSEMENT - COMMUNICATION MARKETING. Ce document est émis par le Groupe Edmond de Rothschild. Il n'a pas de valeur contractuelle et est conçu à des fins d'information uniquement. Il ne peut être communiqué à des personnes dans des juridictions où il constituerait une recommandation, une offre de produits ou de services ou une sollicitation et où sa communication contreviendrait donc aux dispositions légales et réglementaires applicables. Ce document n'a pas été revu ou approuvé par une autorité de régulation dans une quelconque juridiction. Les chiffres, commentaires, opinions et/ou analyses contenus dans ce document reflètent la vision du Groupe Edmond de Rothschild sur les tendances du marché sur la base de son expertise, des analyses économiques et des informations en sa possession à la date de préparation du présent document et peuvent changer à tout moment sans préavis. Elles peuvent ne plus être exactes ou pertinentes au moment de la publication, notamment au regard de la date de préparation du présent document ou en raison de l'évolution des marchés. Ce document est uniquement destiné à fournir des informations générales et préliminaires aux personnes qui le consultent et ne doit pas servir de base à une décision d'investissement, de désinvestissement ou de détention. Le Groupe Edmond de Rothschild ne saurait être tenu responsable de toute décision d'investissement, de désinvestissement ou de détention prise sur la base de ces commentaires et analyses. Le Groupe Edmond de Rothschild recommande donc à tout investisseur de se procurer les différents descriptifs réglementaires de chaque produit financier avant tout investissement, afin d'analyser les risques associés et de se forger sa propre opinion indépendamment du Groupe Edmond de Rothschild. Il est recommandé d'obtenir des conseils indépendants auprès de professionnels spécialisés avant d'effectuer toute transaction sur la base des informations contenues dans ce document, afin de s'assurer que l'investissement est adapté à la situation financière e